

Les services secrets de l'Allemagne de l'Est et leur activité en Suisse

Autor(en): **Veleff, Peter**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 2

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346687>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Les services secrets de l'Allemagne de l'Est et leur activité en Suisse

Peter Veleff

Article repris de *Schweizer Soldat* avec l'aimable autorisation de son rédacteur en chef.
Traduction par le sergent Niklaus Meier, étudiant en droit.

Après la fin de la guerre froide et la chute du bloc communiste, les membres du Parlement fédéral avaient exigé à plusieurs reprises une enquête sur les activités des services secrets de l'Allemagne de l'Est en Suisse. Un communiqué sommaire de la Commission juridique du Conseil national, en date du 18 novembre 1997, précise que le Conseil fédéral a pris dans le passé diverses mesures, afin d'obtenir l'accès aux archives allemands contenant les fiches de la Stasi¹ en relation avec la Suisse.

Le Conseil fédéral se dit en principe favorable à une enquête historique; il privilégie cependant une approche privée par les historiens, puisqu'une telle recherche ne lui semble pas être une tâche de la Confédération. Suite à un avis d'experts allemands au sujet de l'accès en Allemagne aux fiches des anciens services secrets de la RDA, une Commission du Conseil national doit constater que de telles recherches dans les diverses archives s'avèreraient difficiles, lentes et coûteuses.

La minorité d'une Sous-commission refuse la proposition de nommer pour une telle enquête un expert, qui aurait confié des mandats de recherche à d'autres historiens: un tel procédé semblait peu crédible et, qui plus est, difficile à financer. Au contraire, la majorité de la Sous-commission avait jugé qu'il serait raisonnable de nommer un historien indépendant à titre d'expert, dont l'activité s'étalerait vraisemblablement sur plusieurs années et qui demanderait, au fur et à mesure, les fonds nécessaires au Parlement.

Une lacune de recherche

Le 14 juin 1995, le Conseil national donne son consentement par 80 voix contre 76 à une initiative parlementaire du conseiller national Walter Frey (UDC, Zurich) demandant la nomination d'un historien-expert. Cette nomination intervient en dépit des demandes contraires du Conseil fédéral et de la majorité de la Commission du Conseil national. L'initiative Walter Frey ne va cependant pas aboutir: le Conseil des Etats n'acceptera pas la décision de l'autre Chambre parlementaire.

Cette lacune de recherche, âprement débattue au Parlement

¹ *Ministerium für Staatssicherheit*, le ministère pour la Sécurité d'Etat de la République démocratique d'Allemagne (RDA).

mais finalement laissée ouverte, est aujourd'hui comblée en partie par un livre² qui vient de paraître aux éditions Orell-Füssli. Après un travail de recherche scientifique de dix ans, un ancien juge d'instruction du Canton de Zurich présente le résultat de ses propres recherches sur les activités des deux services de renseignement de la RDA.

Ces services secrets sont d'une part la section des renseignements (*Hauptverwaltung Aufklärung*, HVA) du Ministère pour la sécurité d'Etat, la *Stasi*, d'autre part le Renseignement militaire de l'armée nationale populaire (*Nationale Volksarmee*, NVA). L'auteur décrit leurs activités en relation avec la Suisse, de même que quelques activités en Autriche.

Ses recherches portent sur le but et les objectifs des activités d'espionnage en Suisse; ses travaux ne sont pas ciblés sur certaines personnes dans le but de les démasquer en tant qu'espions, ce qui n'aurait pas été conciliable avec l'objectif purement historique du travail, condition pour le permis d'accès aux archives allemandes. En d'autres termes, il s'agissait de trouver une réponse à la question pourquoi et dans quel but les services secrets de la RDA s'intéressaient à la Suisse et à ses institutions, par quels moyens ces objectifs devaient être atteints, ont-ils tous été atteints.

Les archives allemands

Les résultats proviennent de longues et importantes recherches dans divers archives allemandes et de longs et nombreux entretiens avec des témoins importants et compétents, ayant occupé les postes-clés de ces services secrets: notamment l'ancien chef de la HVA, le général de corps d'armée Markus Wolf, ainsi que son successeur, le général de corps d'armée Werner Grossmann; le chef de l'exploration radio du ministère pour la Sécurité d'Etat, le général de brigade Horst Mänchen; le colonel Karl Rehbaum, chef de section et officier traitant de l'agent «Topas» au commandement de l'OTAN.

Du côté du Renseignement militaire, l'auteur a obtenu des informations du dernier chef de cet organisme, le général

² Peter Veleff: „Spionageziel Schweiz?“ *Die Geheimdienste der DDR und deren Aktivitäten in der Schweiz*. Zürich, Verlag Orell Füssli, 2006. (ISSN 3-280-06070-4 und ISBN 978-3-280-06070-4)

de division Alfred Krause, ainsi que de son chef du Centre d'analyse, le colonel Klaus Rüdiger, du chef de l'exploration des agences de la Section des renseignements de la NVA, le colonel Harry Schreyer.

Le livre analyse les centres d'intérêt économiques de la HVA, les institutions et entreprises suisses qui intéressaient les services secrets allemands, les moyens de contournement de l'embargo des Etats de l'OTAN, l'acquisition de technologies de l'Ouest via la Suisse et l'Autriche, l'exploration radio contre ces Etats ainsi que l'exploration militaire et le renseignement politico-militaire des deux services secrets de la RDA.

Un intérêt particulier est porté sur l'activité du Renseignement militaire à l'ambassade de la RDA à Berne, prouvée par des documents jusqu'alors restés secrets et publiés pour la première fois. Cette base d'espionnage comportait des installations principales et secondaires, de même que des services détachés partout en Suisse.

Le livre traite d'une transaction financière importante, bien qu'elle ne soit pas directement liée à une activité de renseignements, qui a été discrètement planifiée entre les deux Etats allemands par l'intermédiaire d'une banque à Zurich et qui portait sur plusieurs milliards. Cette transaction n'avait pas abouti à cause de l'intervention du chef de la *Stasi*, Erich Mielke. Elle a été suivie d'une transaction politiquement plus intéressante entre le Dr. Schalck-Golodkowski, l'«officier des missions spéciales» de Erich Mielke, et l'ancien premier-ministre bavarois Franz Josef Strauss.

Sur la base d'une analyse approfondie des fiches précises et abondantes de la *Stasi* au sujet de l'organisation criminelle ARAMCO, opérationnelle à Zurich, l'auteur prend position sur une affaire largement débattue à l'époque: l'assistant à l'évasion d'un réfugié de la RDA, Hans Ulrich Lenzlinger, assassiné par balles en février 1979 à Zurich, pourrait avoir été tué par un meurtrier professionnel de Berlin-Est.

Menace militaire

Peter Veleff n'aborde pas la menace du Pacte de Varsovie sur la Suisse pendant la guerre froide. Une telle menace a toujours été perçue comme réelle, également en Suisse, surtout après qu'un général de l'armée tchécoslovaque du nom de Jan Sejna avait pris la fuite avec sa famille en 1968, via Trieste, pour rejoindre la *CIA* américaine. Douze années plus tard, il évoque dans un livre publié à Londres quelques prétendus plans d'opération tchèques contre la Suisse. Ces recherches de l'auteur feront l'objet d'une publication ultérieure.

Sur la base d'entretiens approfondis avec des témoins militaires importants du Pacte de Varsovie, notamment l'ancien ministre de la Défense de la RDA, le général Heinz Kessler; le chef de l'Etat-major général de la NVA, le général de corps d'armée Fritz Stretetz; le chef des Opérations, ultérieurement chef pour l'Instruction opérative, le général de brigade Hans Deim, Veleff souligne qu'il faudra revoir les idées courantes concernant cette époque, compte tenu également des prétendus plans d'opérations contre la Suisse, donnés par Sejna.

La citation du général de brigade Hans Deim, engagé dans la planification opérationnelle des forces armées du Pacte de Varsovie, souligne une telle nécessité: «Du temps de la guerre froide, envahir sans besoin avéré un terrain aussi difficile que celui de la Suisse et devoir ensuite s'opposer à quatre corps d'armée bien équipés, dont l'aptitude au combat avait été jugée haute, n'aurait pas été militairement raisonnable. (...)

La volonté de défense suisse était très importante, selon nos évaluations; la Suisse disposait d'une armée disciplinée, et nous respectons la force de défense suisse. Nous estimons cette défense très solide.»

P.V.

image

p. 42 : quartier général de la *Stasi* à Berlin

Une «glorification personnelle» des officiers de conduite des renseignements de la RDA ?

Le livre de Peter Veleff sur l'espionnage de la RDA contre la Suisse est sans doute nécessaire et semble intéressant en ce qui concerne ses bases historiques, qui englobent des documents de l'ancienne *Stasi* ainsi qu'un entretien avec l'ex-chef des renseignements militaires. Certes, il évoque de nombreux cas d'espionnage, mais il tente de les minimiser. Pourquoi donc, peut se demander le lecteur, pourquoi donc les services secrets de la RDA s'intéressaient-ils tant à l'industrie militaire suisse, à sa défense, aux installations secrètes de l'armée?

Un membre de l'ambassade de la RDA à Berne écrivait ouvertement dans un rapport à son officier traitant à qu'il avait pu obtenir propos des renseignements sur environ 85% des places d'aviation militaire de la Confédération, simplement en se déguisant en promeneur. L'auteur ne procède pas à une analyse approfondie de ses recherches: des questions demeurent sans réponse, comme par exemple le meurtre de Lenzlinger à Zurich ou les circonstances suspectes de la disparition du Suisse de l'étranger Kälin. Wolf a été envoyé en Suisse sous cette identité, alors que le véritable Kälin aurait disparu à Bautzen...

La compréhension de l'auteur pour les officiers de renseignement de la RDA étonne: ils sont décrits comme des hommes qui «sans qu'il en aille de leur faute avaient été soumis à une idéologie totalement différente, qui avaient grandi dans des circonstances qui nous sont étrangères, et qui, par conséquent, ne connaissaient pas nos valeurs de l'Ouest.» Après ses entretiens, l'auteur dit avoir une «estime personnelle» pour ces «hommes de notre époque, qui ont cru en leurs idées et en leur pays, qui ont voulu servir leur pays et qui l'ont loyalement servi.» Cela n'est cependant pas le point important: il s'agit de violations des droits de l'homme, droits qui ont été systématiquement bafoués en RDA.

Les interlocuteurs de l'auteur n'ont pas combattu le régime, comme à l'époque de nombreux et courageux personnes; ces interlocuteurs, dans des positions importantes, ont soutenu la dictature du Parti socialiste unique jusqu'à la dernière minute! Quand, en automne 1989, le peuple de la RDA a mis fin au régime haï, cela était en leurs yeux une contre-révolution: lors de leur entrée dans la *Stasi*, ils avaient solennellement juré de «défendre le socialisme jusqu'à la mort» mais, apparemment, le courage leur a manqué par la suite...

Friedrich-Wilhelm Schlomann